herodote.net

L'année 2015 vue par Herodote.net

Herodote.net, 27 décembre 2015

27 décembre 2015
2015, une année de rupture

Au terme de cette année d'exception, Français et Européens ont le sentiment que leur environnement a basculé : crise de l'euro et des institutions européennes, crise des migrants, attentats islamistes et guerre en Syrie, percée des populismes et des nationalismes régionaux...

Au fil des semaines et des mois, les chroniqueurs d'Herodote.net se sont appliqués à décrypter les événements avec un regard d'historien, en cherchant les mouvements de fond derrière les péripéties de l'instant.

Le résultat, ce sont des textes qui gardent leur pertinence à l'aube de la nouvelle année. Puisse celle-ci démentir nos craintes. Puissent nos dirigeants écarter avec courage et détermination les menaces qui planent sur la paix européenne.

André Larané

Page 4 : 11 janvier 2015
Tous les Français (ou presque) unis contre la guerre

Joseph Savès cerne les contours des attentats des 7-9-Janvier... Il s'interroge aussi sur la prétention de certains Européens à vouloir imposer leurs principes au reste de la planète, au risque d'approfondir l'incompréhension entre le *Vieux Continent* et ses voisins. La suite des événements montre hélas que ses craintes n'étaient pas infondées.

Page 7 : 22 janvier 2015
L'Histoire, un éternel recommencement

Depuis quelques années déjà, nous pressentions une rupture historique en Europe autour de 2015, comme il y a cent ans, en 1914, avec la Grande Guerre, ou comme il y a deux cents ans, en 1814-1815, avec la chute de Napoléon.

Si se confirme un retournement majeur tous les siècles environ, celui-ci ne peut être le fruit du hasard ; nous préférons y voir l'effet de la mémoire sur les générations successives, la troisième oubliant les leçons du drame vécu par la première...

Page 11 : 28 janvier 2015
Scoop ! *Charlie* a 230 ans et s'appelle *Figaro*

En 1784, déjà, Beaumarchais dénonçait par la bouche de Figaro le fanatisme de certains *« princes mahométans »*. Judicieusement, il le rapprochait de leur inculture. Là, sans doute, est une explication de l'islamisme contemporain...

Page 13 : 8 février 2015
Une Union en crise : les risques italien, belge, britannique et espagnol

Avec le recul d'un historien et la vivacité d'un journaliste, Olivier Delorme revient sur la crise ouverte en Europe en 2015 par les élections prévues dans différents pays de l'Union... ...

Page 17 : 24 février 2015
Jours fériés à la carte : le communautarisme en marche

Dans la nuit du 14 février, dans un hémicycle désert, la députée socialiste de La Réunion Ericka Bareigts a fait passer un amendement qui permet aux départements d'outre-mer de remplacer des fêtes légales de la tradition nationale par des fêtes communautaires.

Joseph Savès détaille les menaces qu'il fait peser sur la paix civile et suggère une alternative consensuelle et authentiquement laïque... Nos responsables seraient bien avisés de s'en inspirer.

Page 20 : 20 avril 2015
La France et ses immigrés : *héritiers* et *invités*

Si nous devions aujourd'hui qualifier les Français du point de vue migratoire, nous dirions qu'il y a les *« héritiers »*, lesquels descendent, au moins en partie, des fondateurs de la nation, et les *« invités »*, lesquels sont étrangers à la civilisation européenne et à la création de la nation mais aspirent à s'y fondre... Mais qu'en sera-t-il des nouveaux *« migrants »* ?

Page 23 : 14 novembre 2015
La France pleure et se redresse

Les actes de guerre qui ont endeuillé Paris ce vendredi 13 novembre 2015 confirment l'hypothèse que nous avons exposée le 22 janvier, selon laquelle l'Europe occidentale connaîtrait un basculement majeur tous les millésimes en 14 ou 15...

Page 27 : 21 décembre 2015
Régionales : la nouvelle *« affaire corse »*

On ne les a pas vus venir. Profitant de ce que la classe politique n'avait d'yeux que pour le Front National aux élections régionales des 6 et 13 décembre 2015, les nationalistes corses ont pu gagner la présidence de leur région sans qu'il ait jamais été question de leur faire barrage avec un *« front républicain »*.

Pourtant, une partie de ces nationalistes, les militants de *Corsica Libera* réunis autour de l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni, n'ont jamais caché leur hostilité à la République française.

Nos craintes ont été très vite validées, hélas, par les événements de la Noël 2015 à Ajaccio : pour la première fois en France, on a assisté à des manifestations aux cris de *« Arabi fora »* sur fond d'exaspération et de désespérance...

---

11 janvier 2015

Tous les Français (ou presque) unis contre la guerre

Notre éditorialiste Joseph Savès cerne les contours des attentats des 7-9-Janvier et leurs possibles implications sur la Nation et l'islam de France...

Il s'interroge aussi sur la prétention de certains Européens, tels les dessinateurs de *Charlie Hebdo*, à vouloir imposer leurs principes au reste de la planète.

La France communie dans la douleur après les attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015, les plus meurtriers qu'ait connus le pays depuis un demi-siècle et plus consternants que les attentats des années 1980 car ils sont le fait de gens nés sur son sol.

Ils ont l'odeur sulfureuse de la guerre civile, *« le plus grand des maux »* (Pascal), avec la crainte qu'ils donnent à quelques milliers de *djihahistes* français l'envie de terroriser la société. L'Europe a connu semblable précédent avec les attentats gauchistes des années 1970, les *« années de plomb »*, en Allemagne et en Italie (85 morts à la gare de Bologne, le 2 août 1980).

Fait inédit, les attentats des 7-9-Janvier s'inscrivent dans un contexte géopolitique particulièrement instable. Pour la première fois depuis un demi-millénaire, une*« ceinture de feu »* entoure l'Europe, du Sahel au Proche-Orient, avec le risque que la guerre se transporte au nord de la Méditerranée.

Cette guerre est nourrie par l'hostilité viscérale d'une frange de déclassés musulmans à la modernité occidentale et bénéficie des colossales erreurs d'appréciation des stratèges (!) américains en Afghanistan, Somalie, Irak, Libye, Syrie etc.

Or, du fait de la crise économique et sociale née de la monnaie unique, les États européens se trouvent particulièrement désarmés face à cette menace : est-il encore pertinent de comprimer les dépenses d'éducation, d'armée, de police et de justice au nom du *« pacte de stabilité monétaire »* ? Pourrons-nous continuer de réduire les budgets militaires quand la plupart des grands pays de la planète réarment à qui mieux mieux ?

Passées les embrassades entre la chancelière allemande et le président de la République, nous verrons bien comment chacun se positionnera sur ces enjeux majeurs. Si la sauvegarde de la paix civile exige des mesures coûteuses, sans doute faudra-t-il choisir entre le sauvetage de l'euro et la sécurité des citoyens.

Plus gravement, il faudra sans doute élaborer une nouvelle politique de l'immigration. Quand la France reçoit bon an mal an deux cent mille jeunes immigrants en provenance des pays les plus instables et les plus pauvres de la planète et sans état-civil fiable, comment ne pas penser que se cachent parmi eux au moins un millier de *« fous d'Allah »* ? Et parmi les jeunes excités qui brûlent les consulats français au Niger et au Mali, combien s'installeront en France dans les prochaines années ?...

Face au désenchantement politique, à la crise monétaire et aux risques terroristes, les manifestations de fraternité du dimanche 11 janvier ont apporté une lueur d'espoir. Elles n'étaient pas sans rappeler la Fête de la Fédération de 1790... même si elles ont été boudées par les ressortissants musulmans, rebutés à juste titre par le slogan*« Je suis Charlie »*. Comme si la liberté d'expression et la France devaient s'identifier à un journal marginal qui fait de la dérision et de l'hostilité à toutes les religions son fond de commerce !

Sortir par le haut ?

Le plus difficile est à venir. Dans une France et une Europe menacées d'implosion, il appartient aux citoyens de tous bords et à leurs dirigeants d'empêcher que les attentats des derniers jours ne fassent pendant à celui de Sarajevo, il y a un siècle, et ne débouchent sur trois nouvelles décennies de secousses majeures.

Dans l'épreuve, les Français ont pris conscience de leur appartenance à une seule et même Nation, une Nation qui n'est plus et ne sera jamais plus tout à fait la même que celle de Louis XIV, Clemenceau et de Gaulle.

Les Français dits *« de souche »*, en particulier les plus âgés, qui ont connu une France impériale, essentiellement blanche et catholique, commencent à comprendre que leurs concitoyens de tradition musulmane - au moins la majorité d'entre eux - sont aussi attachés qu'eux à leur sol. Ils aiment tout autant Jeanne d'Arc, le couscous et *La Marseillaise* et s'honorent d'être français, ce qui n'est pas rien. Leur langue est la langue française et ils jargonnent aussi mal l'arabe que les premiers l'anglais !

Les Français musulmans découvrent quant à eux l'ambivalence de l'islam. Il ne suffit pas de dire : *« L'islam, ce n'est pas ça ! L'islam, c'est la paix ! »* pour s'en tenir quitte. L'islam, comme toutes les religions et toutes les idéologies, est ce que chacun en fait.

Ses textes fondateurs, le *Coran* et les *hadiths*, se prêtent à toutes les interprétations, les plus aimables comme les plus détestables, prescrivant aussi bien la paix que la guerre selon la lecture que l'on en fait [1]. Et il est bien connu que le prophète Mahomet lui-même a fait l'objet de fréquentes représentations iconographiques sous d'autres cieux et en d'autres temps.

Il appartient donc à chaque musulman de choisir son islam...

Dans un impératif d'équité avec les autres religions, il serait important que les porte-parole de l'islam de France entérinent le droit à la sortie de religion pour les musulman(e)s qui souhaiteraient se convertir ou afficher leur athéisme.

Il serait important aussi qu'ils clarifient une question sensible entre toutes : la conversion préalable pour tout garçon non-musulman qui souhaite épouser une musulmane.

La levée de cette obligation coutumière, qui n'a rien à voir avec les obligations coraniques [2], autoriserait une véritable exogamie, une fusion nationale par le biais d'authentiques mariages mixtes qui n'affecteraient pas plus l'identité chrétienne ou athée des uns que l'identité musulmane des autres. Elle effacerait sans doute l'essentiel du ressentiment qu'éprouvent beaucoup de Français à l'égard de cette religion.

---

[1] **Un islam, des islams**

Certaines sociétés islamiques autorisent le mariage de fillettes de neuf ans (l'Iran contemporain) tandis que d'autres font l'apologie du vin et de l'amour libre (les poètes de cour à Bagdad). Il en est qui interdisent toute représentation humaine (les sunnites) et d'autres qui s'en délectent (les chiites, créateurs des délicates miniatures séfévides)... Il se trouve même des musulmans pour contourner l'interdiction coranique de consommer du porc : ce sont les musulmans du Yunnan qui appellent ce dernier *« mouton »* pour s'affranchir de l'interdiction et ainsi satisfaire aux plaisirs de la gastronomie chinoise

[2] **Mariage d'une musulmane et d'un non-musulman**

Aucune musulmane ne peut épouser un *« infidèle »* sauf à se couper de sa famille et courir même le risque d'être tuée. Cette interdiction résulte de l'interprétation rigoriste d'un verset du *Coran* qui prohibait le mariage avec des idolâtres ou polythéistes à un moment où ceux-ci combattaient les croyants.

Le verset est le suivant :
« N'épousez pas les femmes idolâtres tant qu'elles ne sont pas des croyantes. Une esclave croyante est préférable à une idolâtre libre même si celle-ci a l'avantage de vous plaire. N'épousez pas les hommes idolâtres tant qu'ils ne sont pas des croyants. Un esclave croyant est préférable à un idolâtre, même si ce dernier a l'avantage de vous plaire ; Car ceux-ci (les négateurs) vous convient à l'enfer alors que Dieu, par Sa Grâce, vous invite au paradis et à l'absolution de vos péchés. Dieu décrit avec clarté Ses versets aux êtres humains afin de les amener à réfléchir »(Coran 2 ; 221)

Un autre verset condamne l'exogamie :
« Quand les croyantes viennent à vous en émigrées, éprouvez-les ; Allah connaît mieux leur foi ; si vous constatez qu'elles sont croyantes, ne les renvoyez pas aux mécréants. Elles ne sont pas licites [en tant qu'épouses] pour eux, et eux non plus ne sont pas licites [en tant qu'époux] pour elles » (Coran 60 ; 10).

À ces conditions-là, oui, la France peut sortir plus soudée et plus forte de l'épreuve. La solution est entre nos mains et dans nos cœurs.

Joseph Savès

De Jules Ferry à *Charlie Hebdo*, une même arrogance

L'assassinat des dessinateurs de *Charlie Hebdo*, ce 7 janvier 2015, témoigne au premier degré d'une atteinte insupportable à la liberté d'expression, l'une des plus belles conquêtes de la démocratie occidentale.

Mais il témoigne aussi d'un changement d'époque dont les malheureux dessinateurs, comme la plupart de leurs concitoyens, n'ont pas vraiment pris la mesure. Ils étaient habitués à se moquer impunément de la religion de leurs parents et ceux-ci ne leur en voulaient pas car ils avaient fait leur le précepte évangélique : *« si quelqu'un te gifle sur la joue droite, tends-lui aussi l'autre »* (Mt 5-39).
Mais ces dessinateurs ont cru pouvoir agir de même avec l'islam, dans l'idée de convertir les musulmans à la tolérance évangélique. Cette démarche relève d'une ambition universaliste propre à la France républicaine, exprimée par Jules Ferry, le chantre de la colonisation : *« Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures... »* (28 juillet 1885).

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les dessinateurs de *Charlie Hebdo* étaient racistes comme Jules Ferry, c'est-à-dire tranquillement convaincus de la supériorité de leur mode de vie et de pensée sur tous les autres...

Mais les temps ont changé. La France de Jules Ferry faisait encore le poids avec ses quarante millions de citoyens (soit 3% de la population mondiale) et pouvait encore espérer convertir les indigènes de ses colonies aux droits de l'Homme version *Lumières*. Ce n'est plus le cas quand l'Europe *entière* ne représente plus que 3% de toutes les naissances de la planète : il y a chaque année moins de nouveaux-nés dans *toute* l'Europe que dans le seul Nigéria !

La Turquie, l'Iran, l'Arabie, l'Inde, la Chine, le Japon..., tous les héritiers des grandes civilisations extra-européennes suivent désormais leur voie en se contrefichant des débats spécifiques au *Vieux Continent* : peine de mort, immigration, liberté d'expression, homosexualité etc. Dans ces conditions, moquer le prophète de l'islam comme se plaît à le faire *Charlie Hebdo* est une forme d'arrogance hors de saison, assimilable au colonialisme bien intentionné de Jules Ferry.

Tâchons tant que nous le pouvons de *« défendre nos valeurs »* mais gardons-nous de les imposer à autrui, d'autant que nos *« valeurs universelles »* ont tendance à varier d'une génération à l'autre. Ainsi ne voterions-nous plus la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme* de 1948 en l'état ! Sauf à aller au-delà de graves déconvenues, les nouvelles générations de Français doivent apprendre à voir le monde comme il est et non plus comme ils le rêvent.

22 janvier 2015

L'Histoire, un éternel recommencement ?

2015 annonce-t-elle une nouvelle rupture historique, comme il y a cent ans, en 1914, avec la Grande Guerre, ou comme il y a deux cents ans, en 1814-1815, avec la chute de Napoléon ?

Nous avions émis dès 2011 l'hypothèse d'une rupture qui se reproduirait en Europe occidentale tous les cent ans environ. Voyons ce qu'il en est...

Que nous réserve 2015 ?

L'Europe a de toute évidence changé de siècle en 1912-1914, avec les premières guerres balkaniques. Il s'en est suivi immédiatement deux guerres *« mondiales »* que le général de Gaulle s'est autorisé à réunir sous l'appellation de deuxième *« guerre de Trente Ans »* (la première a ravagé les pays germaniques et l'Europe centrale de 1618 à 1648).

Après quoi est venue une longue période de paix armée, la *« guerre froide »*, de 1945 à 1989. La chute du Mur de Berlin et l'effondrement du communisme européen marquent une nouvelle césure, avec un lointain pendant à Pékin, où l'échec des émeutes de Tien An Men permet à Deng Xiaoping d'engager son pays dans la voie capitaliste autoritaire.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont chamboulé les États-Unis et ému les téléspectateurs du monde entier mais n'ont guère affecté le cours de l'Histoire européenne. S'il doit y avoir un nouveau tournant en Europe, c'est aujourd'hui qu'il se dessine : retour des conflits armés (*djihad*, Ukraine), crise majeure dans la gouvernance des États et de l'Union européenne, pression migratoire...

Sautons un siècle. Le Congrès de Vienne et Waterloo, en 1814-1815, mettent un terme à la Révolution française née en 1789 et font entrer l'Europe dans un siècle de paix relative et de grandeur sans équivalent dans l'Histoire de l'humanité. Les révolutions romantiques de 1848 n'ont guère plus d'effet sur la géopolitique que nos *« événements »* de 1968. C'est dans les années 1880 que s'amorce un changement de rythme :

- 1877 : Victoria devient impératrice des Indes,

- 1878 : le congrès de Berlin organise le dépeçage des Balkans,

- 1885 : un nouveau congrès de Berlin conduit au dépeçage de l'Afrique. Cette poussée d'impérialisme va conduire une génération plus tard les Européens à s'entre-déchirer...

À partir de cette première approche, nous voyons se profiler en Europe un rythme centennal à raison de trois *« respirations »* par siècle, soit une par génération :

- 1989 => 2014...

- 1885 => 1914

- 1789 => 1815

- ...

À chaque génération son expérience de l'Histoire

Une génération est la trentaine d'années qui s'écoulent entre le moment où un homme entre dans la vie adulte et celui où il est relayé par son fils.

Ne soyons pas surpris que les grandes actions humaines aient cette durée. C'est le cas des grandes guerres (surtout civiles) : guerre des Deux-Roses (1455-1485), guerres de religion (1561-1598), guerre de Trente Ans (1618-1648), guerres mondiales (1914-1945), guerre d'Indochine et Vietnam (1946-1975)... Même la guerre de Cent Ans a le bon goût de se diviser en deux périodes, 1337-1380 et 1415-1453, entrecoupées par une *« embellie »* de trois décennies. C'est aussi le cas des phases de croissance comme les *« Trente Glorieuses »* bien nommées (1944-1974).

Ce que nous supputons pour expliquer ce rythme trentenaire, c'est qu'il faut le temps de l'oubli pour oser changer de cap.

À tout moment se côtoient trois générations. La génération active garde une mémoire aigüe des actions de la précédente et tâche d'en éviter les travers. C'est Jean Monnet et de Gaulle qui bâtissent l'Europe atlantique autour de l'axe franco-allemand. C'est Metternich et Talleyrand qui bâtissent l'Europe pacifique de la Sainte-Alliance.

Lui succède une génération qui, se fiant aux progrès accomplis par ses prédécesseurs, croit venue la fin de l'Histoire et l'*« ère des bons sentiments »* (l'expression a été utilisée aux États-Unis pour qualifier la génération qui a succédé à Washington). C'est Cohn-Bendit et Delors qui fondent l'Europe libertaire-libérale. C'est aussi Disraeli et Jules Ferry qui entreprennent de convertir la planète entière à leurs *« valeurs »*.

La quatrième génération - celle d'Alexis Tsipras ?! - découvre l'impasse dans laquelle l'a conduite la précédente. N'ayant pas connu la première génération, celle de la guerre et des révolutions, elle ne peut tirer parti de son expérience. Elle est obligée d'innover pour sortir de l'impasse. Nous en sommes là.

Dans les entrailles de l'Histoire européenne

Voyons si cette approche, encore une fois très subjective, se vérifie dans la profondeur des siècles, en Europe occidentale.

- la rupture des *Lumières* (1685-1715) :

Le *Siècle des Lumières* débute conventionnellement en 1715 avec la mort du vieux roi Louis XIV (le plus long règne de toute l'Histoire de l'humanité). Un an plus tôt est morte la reine Anne Stuart, laissant le trône d'Angleterre à un cousin allemand, l'Électeur de Hanovre. Comme il ne parle pas anglais et porte peu d'intérêt à sa promotion, le Parlement de Westminster s'en trouve renforcé.

C'est une génération plus tôt, en 1689 (tiens, tiens...), que s'est installée en Grande-Bretagne la démocratie parlementaire. Dans le même temps, en 1685, en France, la révocation de l'Édit de Nantes a consolidé au contraire le pouvoir du monarque en anéantissant toute forme de dissidence, même religieuse.

Ces tournants sont l'aboutissement de deux événements en sens opposé, l'un et l'autre survenant la même année, en 1649 : la décapitation de Charles 1er Stuart et la victoire de Mazarin sur la Fronde.

Jusqu'ici, notre Histoire fonctionne plutôt bien pour ce qui concerne l'Europe occidentale. Qu'en est-il autour de 1615 ? Rien de significatif en France : une régence qui se traîne après l'assassinat d'Henri IV. Mais c'est au centre de l'Europe que tout se passe.

- la rupture européenne (1588-1618) :

En 1618, les querelles entre protestants et catholiques aboutissent à la guerre de Trente Ans, déjà évoquée. Elle aboutit en 1648 aux traités de Westphalie qui vont morceler l'Allemagne mais lui offrir aussi deux siècles de prospérité et de floraison culturelle sans pareille (Bach, Mozart, Leibniz, Beethoven, Goethe...). Cette même guerre de Trente Ans va consacrer l'effacement de l'Espagne des Habsbourg et installer la France à l'avant-scène pour deux siècles.

Plus avant, nous arrivons en 1588. C'est la défaite de l'*Invincible Armada* et le premier signe du déclin de l'Espagne. Un peu plus tôt, en 1579, se sont émancipées les Provinces-Unies, qui vont devenir le premier État moderne, fondé sur la démocratie locale, le capitalisme et le grand commerce maritime.

- la rupture catholique (1492-1517) :

Enfin, 1515 : Marignan. Cette bataille, qui oppose les Suisses au roi François 1er, est la plus meurtrière depuis l'Antiquité. À part ça, elle n'a guère d'importance historique. Autrement plus important est ce moine allemand qui placarde en 1517, sur la porte de son église, une diatribe contre le pape ! Le moine s'appelle Luther et il va provoquer une scission définitive au sein de la chrétienté romaine et de l'Europe occidentale. La conséquence immédiate est une succession de guerres de religion pendant près de deux siècles.

Passons sur les conflits entre François 1er et Charles Quint, sans plus de portée que Marignan. Plus importante sans doute est la conquête du Mexique par Cortès en 1520. C'est pour l'Espagne le début de la colonisation du continent américain, découvert par Christophe Colomb une génération plus tôt, en 1492.

Faut-il poursuivre ? Autour de 1453, chute de Constantinople (événement de portée surtout symbolique) ; fin de la guerre de Cent Ans et début de celle des Deux-Roses. Plus important que tout, l'invention de l'imprimerie par Gutenberg. Sa diffusion est très rapide, comme celle d'internet aujourd'hui, avec des conséquences au moins aussi profondes.

- la rupture médiévale (1381-1415) :

On a vu que l'année 1415 a inauguré la deuxième période de la guerre de Cent Ans. Mais c'est aussi cette année-là que les Portugais conquièrent le port de Ceuta, sur la côte marocaine. C'est le début des conquêtes outre-mer et de cinq siècles de colonisation européenne.

En 1415, également, le réformateur tchèque Jan Hus est brûlé à Constance et son martyre va inaugurer de premières tensions religieuses dans le Saint Empire romain germanique, en prélude à la réforme luthérienne.

Mais 1415, c'est aussi la fin du *Grand Schisme*, une crise gravissime au sein de la papauté, qui a éclaté une génération plus tôt, en 1378. Cette époque-là est aussi marquée par des révoltes sociales : Wat Tyler (1381) ou encore les Maillotins (1382). Une génération plus tôt, l'Europe occidentale a été meurtrie comme jamais par l'épidémie de la *Grande Peste* (1347).

N'allons pas plus loin même si l'on peut encore évoquer l'année 1314 et la disparition de Philippe le Bel, sans conséquence directe sur les affaires européennes. Plus intéressantes sont les années 1212-1215, avec la bataille de Las Navas de Tolosa, succès décisif de la *Reconquista* sur les musulmans en Espagne, la victoire de Philippe Auguste à Bouvines sur la première coalition européenne contre la France, enfin et surtout la *Grande Charte* imposée par les barons anglais au roi Jean sans Terre, premier jalon de la démocratie parlementaire.

Chaque région du monde vit selon son rythme

En sélectionnant les tournants décisifs sur les sept ou huit derniers siècles, en Europe occidentale, nous pouvons concevoir un rythme centenaire avec un tournant majeur autour du millésime 15, qui est l'aboutissement d'une crise née autour du millésime 89, lui-même issu d'un tournant mineur autour du millésime 48.

Exemple :

- 1648-1649 : traités de Westphalie, Fronde et décapitation de Charles 1er,

- 1685-1689 : révocation de l'Édit de Nantes et *« Glorieuse Révolution »* anglaise,

- 1713-1715 : fin de la guerre de Succession d'Espagne, mort de la reine Anne et du roi Louis XIV.

Si ce rythme semble pertinent pour l'Europe occidentale, il n'y a aucune raison qu'il le soit pour les autres aires historiques.

Considérons les États-Unis : au contraire de l'Europe, ils vivent aujourd'hui dans une relative sérénité, le dernier choc qu'ils ont connu étant celui du 11 septembre 2001. On peut considérer que les drames ultérieurs en sont la résultante : fiascos militaires en Afghanistan et en Irak ; crise des *subprimes*.

Reportons-nous maintenant une génération plus tôt, en 1966. Le président Johnson décide de bombarder le Nord-Vietnam. C'est le début de l'enlisement américain. Les campus californiens et les hippies lèvent l'étendard de la révolte. Le pays vacille sur le piédestal où l'a hissé sa triple victoire dans les deux guerres mondiales et la*« guerre froide »*.

Pour les Américains, ces guerres, dans lesquelles ils ont perdu au demeurant assez peu d'hommes, sont moins traumatisantes que l'autre grand tournant du siècle, lacrise de 1929. Cette crise met un coup d'arrêt brutal au capitalisme débridé du début du siècle, en lien avec les ambitions impérialistes des États-Unis. Celles-ci se sont affichées en 1898 avec la guerre contre l'Espagne et le traité de Paris qui y a mis fin.

Auparavant, à l'issue de la guerre de Sécession, en 1865, le pays a connu une extraordinaire expansion intérieure, avec la mise en valeur du *Far West*, la reconstruction du *Deep South* et le développement industriel du *Middle West*(Chicago), dans le cadre d'un capitalisme encore plus débridé.

La guerre de Sécession, le drame le plus marquant de la brève histoire étasunienne, est l'aboutissement paroxystique des tensions entre le Sud et le Nord. Elles sont apparues après l'*« ère des bons sentiments »*, entamée en 1800 par l'élection de Jefferson et close en 1825 par le président Monroe.

Ainsi se dessine outre-Atlantique un rythme centenaire avec, ici, une rupture majeure au tournant du siècle (2001, 1898, 1800) et d'autres tournants en 1965/1865 et 1929/1825.

Attardons-nous un instant sur la Chine, même si son histoire nous est moins familière. Vu de Sirius ou de Paris, on discerne des ruptures majeures en 1949 avec la victoire communiste et la fin de trois décennies de guerres civiles, en 1842 avec le traité de Nankin qui met fin à la guerre de l'opium et inaugure un siècle d'humiliations par les Occidentaux (et les Japonais), également en 1644 avec la fin violente de la dynastie Ming et l'avènement d'une dynastie mandchoue, les Qing. Rien de perceptible au XVIIIe siècle...

Au terme de ce rapide survol de quelques siècles, il appartient à chacun de se faire une opinion et de réfléchir au sens de l'Histoire, si tant est qu'il existe.

André Larané

28 janvier 2015

Scoop ! *Charlie* a 230 ans et s'appelle *Figaro*

On pourrait croire la tirade ci-après écrite en janvier 2015, après les attentats contre *Charlie Hebdo*. Elle sort en fait de la bouche de *Figaro*, le spirituel double de Beaumarchais, dans *La folle journée ou Le mariage de Figaro* !

« Je broche une comédie, je crois pouvoir y fronder Mahomet, sans scrupule : à l'instant, un envoyé de je ne sais où se plaint que j'offense dans mes vers la sublime Porte, la Perse, une partie de la Presqu'Isle de l'Inde, toute l'Égypte, les royaumes de Barca, de Tripoli, de Tunis, d'Alger et de Maroc : et voilà ma comédie flambée, pour plaire aux princes mahométans, dont pas un, je crois, ne sait lire, et qui nous meurtrissent l'omoplate, en nous disant : Chiens de chrétiens ! — Ne pouvant avilir l'esprit, on se venge en le maltraitant » (Beaumarchais, *Le Mariage de Figaro*, 1784).

Les Parisiens et Franciliens peuvent se délecter de cette pièce jusqu'au 21 février 2015 au Théâtre 14 (Paris, 14e), dans une mise en scène de Jean-Paul Ribout, ébouriffante, pleine de fraîcheur et de jeunesse.

Notre culture contre la terreur

Cette plainte touchante qui nous arrive du *Siècle des Lumières* est riche d'enseignements. En premier lieu, hélas, sur la permanence de l'obscurantisme et du combat pour la liberté d'expression :

Avec une nuance de mépris pour les princes mahométans *« dont pas un ne sait lire »*, Beaumarchais met en lumière les deux moteurs de ce combat : la haine religieuse (*« Chiens de chrétiens ! »*) mais aussi l'illettrisme.

À point nommé, une chronique de Michel Guerrin, dans *Le Monde* (page 21, 24 janvier 2015) fait état d'un film jordanien qui se clôt par cette formule : *« L'enfant arabe, en dehors de l'école, lit six minutes par an »*. Le chroniqueur ajoute : *« Des statistiques de l'Unesco ou de la Ligue arabe vont dans le même sens : 6 minutes pour l'écolier arabe contre 12 000 minutes pour l'écolier européen »*. Tout est résumé dans ces chiffres : l'abrutissement qui guide des milliers de jeunes hommes vers le djihadisme et le terrorisme ; les difficultés d'intégration de beaucoup de jeunes Français issus de l'immigration musulmane et prisonniers de leurs traditions, qui n'ont pas reçu de leurs parents le goût de la lecture.

En second lieu, le cri de Figaro nous interpelle sur notre rapport à la culture. À *notre* culture.

Si nous voulons écarter les menaces graves qui pèsent sur notre société, si nous voulons offrir à notre jeunesse d'autres perspectives que la résignation, la révolte ou l'exil, ce n'est certainement pas avec un prêchi-prêcha sur la laïcité, la liberté d'expression, la tolérance, le *vivre-ensemble* et tant d'autres concepts abstraits qui échappent à la compréhension des collégiens *lambda*.

Cultivons plutôt l'amour de notre langue, à travers romans, films, théâtre, poésie. Cultivons l'amour de notre Histoire en redéfinissant un *« roman national »* vivant et moderne dans lequel chaque enfant se reconnaisse, un *Game of Thrones* ou *Harry Potter* labellisé historique et national. Soyons sans concession sur notre identité culturelle. Quand on a la chance d'être français (ou belge ou suisse ou canadien...) par naissance ou par adoption, on se prend d'amour pour notre héritage et l'on se donne pour vocation de le faire fructifier.

Plus important que tout, appelons la classe politique à faire preuve de lucidité et de courage plutôt que de jouer les pompiers pyromanes en dénonçant un prétendu *« apartheid »* et des discriminations dont souffriraient certaines fractions de la communauté nationale. *« Pour vaincre le terrorisme islamiste , il faut arrêter de nier les évidences , il faut arrêter de se raconter des histoires ; il faut arrêter de dire que tout est intégralement notre faute »*, s'exclame Jacques Julliard (*Marianne*, N°297, 23 janvier 2015).

Ce discours culpabilisant que dénonce Jacques Julliard est doublement contre-productif car il renforce les déclassés dans leur ressentiment et nous décourage de promouvoir notre culture et notre héritage, voire de l'imposer...

Comment les jeunes déclassés des banlieues ethniques pourraient-ils être tentés d'écouter des élites françaises qui battent leur coulpe sans raison et ont peur de leur ombre ? Comment ne pas comprendre qu'ils soient davantage tentés de suivre les hurluberlus qui plastronnent sur internet, kalachnikov en bandoulière ?

Figaro au féminin

Avec autant de courage et de vivacité que le héros de Beaumarchais, Lydia Guirous propose une vision constructive de la France en devenir dans son livre témoignage, *Allah est grand la République aussi* (JC Lattès, 2014).

Née en Algérie, diplômée de Science Po, la jeune femme raconte ses efforts pour s'arracher à la pression de son milieu et s'assimiler à son pays, la France.

Elle dénonce une politique d'*« intégration »* tissée de compromis bâtards, de lâchetés et de renoncements de la part des élus. Elle s'en prend aussi au nouveau discours en vogue sur l'*« inclusion »* qui ferait porter sur les Français la charge de s'adapter aux immigrants et à leur culture.

Elle plaide pour une assimilation sans équivoque à une France fière d'elle-même, par le biais de l'école et de la culture.

Entendons-la.

Joseph Savès

8 février 2015

Une Union en crise : les risques italien, belge, britannique et espagnol

À la suite de son analyse de la crise grecque, sur Herodote.net, Olivier Delorme a été appelé à intervenir sur différents médias (iTélé, Le Monde, France Inter...).

Avec le recul d'un historien et la vivacité d'un journaliste, il revient pour Herodote.net sur la crise ouverte en Europe en 2015 par les élections prévues dans différents pays de l'Union. Une analyse qui fera date.

La BCE vient d'annoncer qu'elle suspendait des facilités accordées à la Grèce et le président de la Commision européenne Jean-Claude Juncker a déclaré le 29 janvier :*« Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens »* ! Plus que jamais, l'attention des observateurs se focalise sur Athènes. Mais l'incertitude grecque est loin, en ce début de 2015, d'être le seul facteur de risque intérieur à l'UE.

La construction européenne perçue comme une menace !!!

Partout, les élections européennes de mai 2014 ont eu un vainqueur : l'abstention. Elle a atteint en moyenne 57,46 % (ce chiffre incluant les pays où le vote est obligatoire) et culmine dans les pays de l'ancien bloc soviétique : Slovaquie (86,95 %), République tchèque (81,20 %), Pologne (76,17 %), Slovénie (75,45 %), Croatie (74,76 %), Hongrie (71,03 %). Elle est supérieure à 60 % en Bulgarie, Roumanie, Estonie, Finlande, au Royaume-Uni et dans des États naguère aussi pro-européens que le Portugal et les Pays-Bas. Seuls cinq États sur 28 (hors ceux qui pratiquent le vote obligatoire) ont connu une participation supérieure à 50 % : Malte avec un record de 74,80 % ; la Suède, l'Italie, l'Irlande, le Danemark se situant entre 51,07 % et 56,32 %. Ces chiffres donnent la mesure à la fois du déficit de légitimité démocratique des institutions européennes et l'étendue de la désaffection populaire à l'égard de ce qu'il est convenu d'appeler la *« construction européenne »*, de plus en plus perçue comme une menace et de moins en moins comme une protection.

Au Parlement, le maintien du *statu quo* par la cogestion entre conservateurs (Parti populaire européen), socio-démocrates et libéraux pro-européens est un trompe-l'œil qui dissimule la réduction de leur assise électorale.

Pour les responsables politiques et les analystes qui ne conçoivent pas que puisse être remise en cause ce que, par hyperbole, ils appellent *« l'Europe »* – confondant à dessein celle-ci et l'Union européenne –, ces forces disparates sont *« europhobes »* et*« populistes »*, mots qui servent à refuser le débat sur la nature, les structures et le contenu de l'UE en disqualifiant ceux qui les contestent.

Il n'empêche que plusieurs États membres pourraient être conduits par de prochaines élections à remettre en cause soit leurs rapports à l'UE, soit les règles qui ont sorti du champ démocratique les politiques monétaire et (en partie) budgétaire. Car mener une*« autre politique économique »* suppose de rompre avec ces règles, qui ont fini par constituer une véritable *« Constitution économique européenne »*, laquelle a privé les peuples de l'exercice de leur souveraineté dans ces domaines décisifs.

On ne traitera pas ici de la France qui devra *« gérer »* les pressions de l'Allemagne, relayées par la Commission européenne, contre ses dérives budgétaires, tout en affrontant des élections départementales puis régionales, à haut risque pour le pouvoir comme pour l'opposition conservatrice, lesquels ont le même respect pour la*« Constitution économique européenne »*, nonobstant leurs désaccords sur ses modalités d'application.

- l'Italie :

Critiquée elle aussi par Berlin pour son manque de *« discipline budgétaire »* et gouvernée par une coalition du centre-gauche et de la droite (comme la Grèce avant la victoire de *Syriza*), l'Italie a connu treize trimestres consécutifs de récession. Salué comme un rénovateur de la vie politique lors de sa conquête à la hussarde de la présidence du Conseil, Matteo Renzi n'y a rien changé.

La surévaluation de l'euro, malgré sa récente baisse, et l'avantage compétitif que donne à l'Allemagne la monnaie unique (dans un *« serpent monétaire »*, le mark se serait réévalué et la lire aurait dévalué) continuent à ruiner le tissu de petites industries qui fit le dynamisme et la prospérité de l'Italie du Nord, à handicaper le commerce extérieur italien et, en dernier ressort, à accroître la dette, une des plus lourdes des États de l'*eurozone*.

La *« Constitution économique européenne »* ne laissant d'autre choix que les coupes budgétaires qui, comme en Grèce, aggravent la récession, les conseillers du gouvernement sont convaincus d'après l'économiste Jacques Sapir que l'Italie n'aura d'autre choix que de quitter l'euro vers l'été 2015... à moins d'un tournant important de la politique économique allemande.

L'inclassable *Mouvement Cinq Étoiles*, devenu la deuxième force politique du pays du fait du discrédit des partis dits de gouvernement, réclame quant à lui un référendum sur la sortie de la monnaie unique. L'idée fait également son chemin dans une partie de la droite berlusconienne. Et la *Ligue du Nord*, qui a connu un succès électoral significatif lors des élections régionales de l'automne 2014, met désormais l'accent sur une politique de réindustrialisation comprenant mesures protectionnistes et sortie de l'euro.

- la Belgique :

En Belgique, les élections fédérales et régionales ont eu lieu en même temps que les européennes. Elles ont vu le succès, en Flandre, d'un parti séparatiste, la *Nouvelle alliance flamande* (N-VA), proche de l'extrême droite et dont plusieurs responsables – le ministre de l'Intérieur fédéral notamment – peinent à retenir des propos justifiant la collaboration avec les nazis durant la Deuxième Guerre Mondiale. La N-VA n'en est pas moins devenue à la fois l'élément dominant du gouvernement régional flamand et du gouvernement fédéral belge. Dans ce dernier, elle s'est réservé la plupart des portefeuilles importants, laissant les autres à ses deux partenaires flamands.

Les Wallons se trouvent donc réduits à la portion congrue : la présidence du Conseil, qui ne peut rien décider sans l'aval de la N-VA, les Affaires étrangères et des ministères de second ordre. Notons que le *Mouvement réformateur*, le parti francophone de centre-droit qui s'est prêté à cette combinaison déséquilibrée, s'était engagé avant le scrutin à ne jamais gouverner avec la N-VA. Il est, il est vrai, minoritaire en Wallonie avec 26,68% des voix aux élections du Parlement de la région wallonne et 20 sièges sur les 63 francophones à la Chambre des représentants fédérale.

Quant au pacte de coalition de ce gouvernement, il reprend les prescriptions euro-allemandes, qu'accompagne une rhétorique visant immigrés et chômeurs. Les premiers projets de *« réforme »* de l'État social fédéral, annoncés sans concertation, ont provoqué, à la fin de 2014, des mouvements de grève et des manifestations d'une ampleur inédite depuis de nombreuses années.

Enfin, si la N-VA a eu l'intelligence tactique de mettre entre parenthèses ses revendications institutionnelles, les premières décisions budgétaires du gouvernement menacent la survie d'institutions symboliques de l'unité du pays, comme le *théâtre de La Monnaie* (l'opéra de Bruxelles). Elles marquent un pas supplémentaire vers la dissociation de la Belgique, au risque de déstabiliser ce pays où siègent nombre d'institutions européennes.

- le Royaume-Uni :

Création monétaire, dévaluation de la livre, déficit budgétaire : la politique du Premier ministre Cameron, calquée sur celle de Washington et contraire à celle de l'eurozone, a obtenu des succès en termes de croissance et de chômage. Au Royaume-Uni, ce ne sont donc pas les politiques économiques qui motivent l'opposition à l'UE, mais la bureaucratie bruxelloise, la prolifération des normes législatives et réglementaires européennes perçues comme antinomiques avec la souveraineté du Parlement – dans un État sans Constitution, qui a inventé la souveraineté parlementaire et où le Parlement est un élément de

l'identité plus encore qu'une institution. C'est aussi la liberté de circulation et d'établissement à l'intérieur de l'UE, accusée d'exercer une pression à la baisse sur les salaires par l'afflux de main d'œuvre d'Europe de l'Est.

Sur ces thèmes, l'UKIP de Nigel Farage a réalisé une performance inédite, lors des élections européennes de 2014, en arrivant en tête, devant les travaillistes et les conservateurs, avec 26,6 % des suffrages. Il est peu probable que, lors des élections générales du 7 mai 2015, l'UKIP retrouve ce score qu'a permis alors une faible participation (34 %). De même que l'enracinement local de ses candidats (des députés conservateurs qui ont quitté leur parti), lors des partielles qu'il a gagnées à l'automne 2014, ont joué fortement en sa faveur. Pour l'heure en tout cas, les sondages donnent les travaillistes en tête, avec une légère avance sur les conservateurs. Mais ils indiquent aussi que ces deux partis réaliseraient des scores si bas que l'un et l'autre seraient contraints à former une coalition.

Appoint du gouvernement conservateur sortant, les libéraux-démocrates, seuls à se revendiquer pro-européens, paraissent en mauvaise posture : de 23 % en 2010, ils tomberaient autour de 5 %. Le très brutal scrutin majoritaire à un tour (le candidat arrivé en tête est élu quel que soit son score) les privera donc sans doute d'un nombre important de leurs parlementaires. Le même couperet pourrait coûter de nombreux sièges aux conservateurs si l'UKIP – ce que semblent indiquer les sondages – est assez haut pour empêcher les candidats *torys* d'arriver en tête, même dans des circonscriptions qui leur sont traditionnellement acquises.

Aussi le Premier ministre Cameron a-t-il promis de durcir la réglementation de l'immigration, y compris celle des citoyens de l'UE, et de tenir un référendum sur l'appartenance à l'Union. Les travaillistes eux-mêmes, dont l'appareil est plus*« européen »* que l'électorat, ne l'excluent pas. Quels que soient son score et le nombre de ses élus, l'UKIP pèse donc déjà sur le scrutin en imposant ses thématiques au centre de la campagne.

Quant aux travaillistes, ils pâtissent de la faible crédibilité de leur leader, Ed Miliband, et de la concurrence du *Scottish National Party* (SNP). Après deux législatures à la tête du gouvernement écossais (les élections au Parlement d'Édimbourg auront lieu en 2016), le SNP, qui est à bien des égards plus à gauche que le *Labour*, jouit d'une grande popularité et affiche comme tous les partis ayant fait campagne pour le Oui au référendum sur l'indépendance de l'Écosse, un nombre de nouvelles adhésions impressionnant, ce qui semble indiquer une forte polarisation de l'électorat écossais. Aussi Alex Salmond, l'ancien Premier ministre écossais, démissionnaire au lendemain du référendum, a-t-il décidé de faire des élections générales un *« deuxième tour »* de ce dernier et de briguer lui-même un siège au Parlement de Westminster.

Jusqu'alors, le SNP privilégiait les élections au Parlement d'Édimbourg tandis que les sièges écossais à celui de Londres revenaient pour l'essentiel aux travaillistes et aux libéraux-démocrates. Mais là encore, le mode de scrutin pourrait changer la donne : dès lors que le SNP a fait de cette échéance une priorité et entend punir les travaillistes pour leur campagne en faveur du Non, il pourrait rafler la plupart des sièges écossais du *Labour* et devenir le troisième ou quatrième parti à Westminster. Ayant déjà annoncé qu'il ne formera pas de coalition avec les conservateurs, il pourrait en outre exiger de nouveaux transferts de compétence et de moyens vers Édimbourg (en plus de ceux que les conservateurs ont concédés après le référendum) contre son soutien à un cabinet travailliste.

Si l'on ajoute à ce paysage, les sièges qui pourraient aller à des partis nord-irlandais, gallois, écologiste et à quelques indépendants, une coalition risque d'être fort ardue à bâtir. Enfin, si les conservateurs sont reconduits et qu'ils tiennent les engagements pris sous la pression de l'UKIP – plus encore si celui-ci devient leur partenaire de coalition –, la politique européenne du Royaume-Uni risque de se durcir sur nombre de sujets (libre circulation, budget européen, réglementation financière…) et ceci d'autant plus que, pour l'heure, au cas où se tiendrait le référendum réclamé par l'UKIP et promis par Cameron, les sondages donnent une majorité en faveur de la sortie de l'Union (42 % pour la sortie, contre 37 % et 21% qui ne se prononcent pas, en décembre 2014).

- l'Espagne :

Pour terminer, ajoutons encore que des élections générales auront également lieu en Espagne avant la fin 2015 et que, là encore, les deux partis qui ont alterné au pouvoir depuis plus de trente ans – *Parti*

populaire (PP, conservateur) et *Parti socialiste ouvrier espagnol* (PSOE) – ne recueilleraient plus qu'environ 20 % et 26 % des suffrages. Et là encore, les politiques de déflation euro-allemandes, qu'ils ont mises en œuvre à tour de rôle, ont entraîné leur discrédit et l'émergence d'un nouveau venu – *Podemos* (*Nous pouvons*), issu du mouvement des *Indignés*.

Après une percée inattendue aux élections européennes de 2014, plusieurs sondages, depuis novembre, placent ce nouveau parti en tête avec près de 28 % des voix. Créé sur un mode participatif, récemment réorganisé de manière plus traditionnelle, *Podemos* doit encore préciser un programme qui reste flou. Mais, comme *Syriza*, avec qui il siège dans le groupe de la Gauche européenne au Parlement de Strasbourg, il rejette les *« réformes »* et économies qui ont entamé, en Espagne comme en Grèce, la liquidation du droit du travail et de l'État social. Et il ne refuse pas une autodétermination de la Catalogne.

Voulu par les partis au pouvoir à Barcelone (*Convergence et Union*, CIU, libéral de centre-droit ; *Gauche républicaine catalane*), le référendum sur l'indépendance de la province n'a pu avoir lieu à l'automne 2014, en raison de la saisine du Tribunal constitutionnel par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy, la Constitution proclamant l'indivisibilité de l'Espagne. Il a été remplacé par une consultation citoyenne qui a été marquée par une forte participation et un succès écrasant des partisans de l'indépendance. Et là comme en Écosse, ceux-ci entendent bien donner aux élections générales valeur de consultation sur l'avenir de la Catalogne.

En Espagne, comme en Grèce ou en Italie, les élections à venir contraindront-elles les conservateurs et les socialistes, dont la base ne cesse de se réduire sous l'effet des politiques euro-allemandes qu'ils ont choisi de conduire, à gouverner ensemble pour maintenir le statu quo intérieur et européen? *Syriza*, *Podemos* et *Cinq étoiles* ne sont-ils que des symptômes d'une crise de la représentation résultant de l'impopularité et de l'échec de ces politiques, ou sont-ils capables de constituer une alternative politique alors que, sous l'effet de la *« Constitution économique européenne »*, la vie politique en Europe se résume depuis longtemps à une alternance des équipes conduisant des politiques identiques ?

La crise inaugurée en 2008 arrive en ce début de 2015 à un tournant critique. On veut croire, à Berlin, à Bruxelles, à Paris…, qu'en invoquant *« l'Europe qui a assuré la paix »* (même si c'est la bombe atomique et l'équilibre de la terreur qui ont empêché la guerre), on pourrait imposer indéfiniment une politique économique – traduction d'une vision idéologique de l'économie et de la monnaie – à laquelle il n'existerait aucune alternative, que les peuples y consentiraient puisque c'était pour leur bien et la sauvegarde de la monnaie unique.

La construction européenne a longtemps consisté à contourner la démocratie dans un entre-soi d'élites politiques et économiques – une oligarchie –, par des décisions fondues dans le bronze des traités, aux fins d'empêcher les peuples de*« faire des bêtises »*. Le problème est qu'aujourd'hui, cette Europe adémocratique et ses faits accomplis ont conduit trop de peuples dans l'impasse économique, la régression sociale, le malheur et le désespoir et qu'à ignorer leur volonté, on se prépare des lendemains qui déchantent.

Olivier Delorme

24 février 2015

Jours fériés à la carte : le communautarisme en marche

Dans la nuit du 14 février, dans un hémicycle désert, la députée socialiste de La Réunion Ericka Bareigts a fait passer un amendement qui permet aux départements d'outre-mer de remplacer des fêtes légales de la tradition nationale par des fêtes communautaires.

Joseph Savès détaille les très graves menaces qu'il fait peser sur la paix civile et suggère une alternative consensuelle et authentiquement laïque...

Quarante jours ont passé et déjà est enterré l'*« esprit du 11 janvier »* avec ses drapeaux tricolores, ses *Marseillaise* et ses quatre millions de marcheurs.

D'une portée hautement symbolique, l'amendement Bareigts est une défaite magistrale pour les amoureux de la France, de la République et de la laïcité. Il a été rendu possible par la complicité involontaire de quelques *« idiots utiles »*, parmi lesquels des journalistes, des élus et des ecclésiastiques, au premier rang desquels l'évêque de Saint-Denis de la Réunion.

Cet amendement offre aux Français d'outre-mer la possibilité de remplacer dans leur département certains jours fériés officiels par d'autres, empruntés à des confessions religieuses locales.

Aux dernières nouvelles, ces jours en sursis seraient les lundis de Pâques et de Pentecôte, le jeudi de l'Ascension, l'Ascension (15 août) et la Toussaint (1er novembre). Chacun peut constater qu'il s'agit exclusivement de jours liés à l'héritage catholique de la France.

L'évêque de La Réunion, qui s'est maladroitement associé à un groupe de *« dialogue interreligieux »* sur le sujet, s'en aperçoit maintenant et s'en indigne. Il eut été bien avisé d'y réfléchir avant.

À vrai dire, comme beaucoup de membres du haut clergé, de la fonction publique et des médias, il a trop peur d'être désigné comme un suppôt de Satan ou de Le Pen par les communautaristes pour oser leur refuser quoi que ce soit.

Mais peu importent les états d'âme des ecclésiastiques. L'amendement Bareigts présente un péril autrement plus redoutable que le remplacement du lundi de Pentecôte par l'*Aïd el-Kébir* musulman. Il ouvre un boulevard aux conflits religieux en métropole même.

De l'assimilation à l'*« inclusion »*

Notons d'abord que La Réunion, qui porte ledit amendement, compte trois-quarts de baptisés, moins de 10% de musulmans et à peine 10% d'hindouistes. Elle est donc moins diversifiée que la métropole et, à la différence de celle-ci, ne connaît pas d'immigration massive. Ses habitants vivent dans une relative harmonie depuis plus d'un siècle sous l'aile de la République.

Si l'amendement Bareigts est par malheur voté par le Sénat et confirmé par le Conseil constitutionnel, si enfin les musulmans de La Réunion obtiennent que l'*Aït el-Kébir* soit chômé *« en vertu des spécificités religieuses de ce territoire »*, il suffira de quelques mois pour que le débat se transporte en métropole où la proportion de musulmans est plus élevée et en nette progression.

Pas besoin d'être devin pour imaginer la suite. Les élus se laisseront convaincre de communautariser le calendrier et la presse se fera un devoir d'en convaincre aussi les citoyens.

Par lassitude et sous prétexte d'équité, pour calmer les représentants des différentes confessions, on conviendra d'un jour chômé pour toutes les religions représentatives. Chacun fera pression en multipliant manifestations et sondages, à moins que l'État n'établisse un recensement officiel des pratiquants des différentes religions !...

Avons-nous besoin de cette pomme de discorde dans la France d'aujourd'hui ?

La réponse est évidente pour tous les citoyens sensés mais pas pour certains cercles intellectuels qui, après avoir renoncé à *assimiler* les immigrants au profit d'une *intégration* approximative, prétendent aujourd'hui dépasser celle-ci : ce ne sont plus les immigrants qui doivent s'intégrer au pays d'accueil, à ses lois et ses traditions, mais les nationaux qui doivent faire un effort en leur direction en *« incluant »* leurs pratiques dans l'identité française. L'amendement Bareigts est la première démarche législative dans ce sens.

Il va de soi que cette exigence d'*« inclusion »* s'adresse exclusivement aux classes populaires, sommées de s'aligner. La bourgeoisie blanche sait quant à elle s'en préserver, se réservant les beaux quartiers, les grandes écoles et les postes de pouvoir et d'influence... y compris à la tête des diocèses.

Repenser les fêtes et les jours chômés

Si l'idéologie n'aveuglait pas nos élus, il leur serait aisé d'améliorer le calendrier des jours chômés dans un sens consensuel et authentiquement laïque ainsi que nous l'avons déjà montré en... 2003 et rappelé en 2011. Avec en prime des avantages pour l'activité économique et la vie sociale !

Rappelons d'abord une circulaire inique en date du 23 septembre 1967 qui fixe dans la fonction publique les *« autorisations d'absence pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions »*.

En vertu de cette circulaire, les fonctionnaires français peuvent solliciter un à trois jours d'absence en sus des jours officiels s'ils se revendiquent de la religion orthodoxe (un jour), de l'Église arménienne (trois jours), de l'islam (trois jours), du judaïsme (trois jours) ou du bouddhisme (un jour).

Les fonctionnaires catholiques, protestants, pratiquants des cultes africains, mormons, athées, agnostiques... n'ont, eux, droit à aucune autorisation d'absence (sauf à se convertir publiquement à l'une des religions précitées).

La neutralité républicaine justifierait l'abrogation de cette circulaire discriminatoire.

Après cela, le souci d'équité entre tous les salariés français justifierait une remise à plat des jours chômés officiels :

- Noël, devenue fête universelle, et la Toussaint, qui permet d'honorer les défunts, débordent largement les milieux chrétiens et ont acquis avec le temps une légitimité aussi solide que le jour de l'An, la fête du Travail (1er mai) et les fêtes nationales du 14 juillet (célébration de l'unité nationale) et du 11 novembre (fin de la Grande Guerre et hommage aux combattants de toutes les guerres).

Il en va autrement des autres jours chômés :

- Les lundis chômés de Pâques et de la Pentecôte permettaient à l'origine de se reposer des célébrations de la veille ! Ils autorisent aujourd'hui des week-ends prolongés et facilitent les retrouvailles familiales à la faveur du printemps. Pratique agréable mais injustifiée tant du point de vue religieux que du point de vue économique et social. Le pays ne perdrait rien à supprimer ces jours chômés et les traditions nationales, culturelles et religieuses n'en seraient aucunement affectées.

- Le jeudi de l'Ascension provoque chaque année un fameux *« pont de l'Ascension »*qui désorganise l'économie, sature les infrastructures hôtelières et embouteille les autoroutes. Est-il nécessaire qu'il soit chômé ? Les catholiques italiens ne le pensent pas et ont choisi de célébrer l'Ascension le dimanche suivant...

- Le *« pont du 8-Mai »* présente les mêmes inconvénients que le précédent quand le 8 mai tombe un mardi ou un jeudi. Qui plus est, avec la Fête du Travail du 1er mai, nous avons ici deux *« ponts »* à quelques jours d'intervalle avec des effets très négatifs sur l'économie et donc l'emploi.

Notons que le 8 mai est seulement chômé en France, et depuis 1981 seulement ! L'anniversaire de la capitulation militaire de l'Allemagne n'est chômé chez aucun des vainqueurs du nazisme, sauf en Russie où il est célébré le 9 mai. Rappelons aussi que le 8 mai ne coïncide ni avec la fin de la Seconde Guerre mondiale ni avec celle du nazisme ; en France, il rappelle la répression de Sétif et, avec le 11 novembre, cela fait deux célébrations d'une victoire sur *« nos amis allemands »* !

- L'Assomption de la Vierge, le 15 août, est chômée dans la plupart des pays catholiques mais sa célébration est de plus en plus négligée par les fidèles, vacances obligent. Elle ne perdrait rien à être célébrée le dimanche qui suit le 15 août.

Ainsi le gouvernement pourrait-il remettre en cause les lundis de Pâques et de la Pentecôte, le jeudi de l'Ascension, voire le 8-Mai et l'Assomption, sans heurter les traditions tant religieuses que républicaines de la France.

Une alternative laïque et consensuelle

Bien évidemment, l'opinion publique, indépendamment des convictions religieuses de chacun, verrait d'un mauvais œil la fin de ces *« avantages acquis »* !... Aussi le gouvernement pourrait-il, en contrepartie de la suppression de ces jours fériés, octroyer à l'ensemble des salariés du public et du privé autant de jours de repos à la date de leur choix - mais détachés des congés payés pour ne pas rallonger ceux-ci indûment.

Autrement dit, l'ensemble des salariés du secteur privé comme du secteur public se verraient accorder cinq *« jours de congés mobiles »* en contrepartie de la suppression des jours chômés des lundis de Pâques et de la Pentecôte, de l'Ascension, du 8-Mai et de l'Assomption (et bien sûr de l'abrogation de la circulaire du 23 septembre 1967).

Ils auraient pour seule obligation de déposer leur demande de *« jours de congés mobiles »* auprès de leur employeur avec un préavis suffisant (six mois ?) pour ne pas gêner leur service et sans avoir à se justifier.

Dans l'hypothèse où le taux d'absence, tel jour, handicaperait l'activité (au-delà de 20% des salariés ?), le chef d'entreprise serait en droit d'imposer un jour férié à l'ensemble de ses salariés en le prélevant sur leurs congés mobiles ou leurs congés payés.

Ainsi, chrétiens des différentes confessions, musulmans, juifs, bouddhistes, hindouistes, agnostiques et autres, chacun pourrait se libérer pour les fêtes familiales et religieuses de son choix sans avoir de compte à rendre sur ses convictions ou ses occupations privées. Et pour le coup, l'on échapperait aux rituelles complaintes sur les hécatombes des *« ponts »* et les blocages de l'activité.

Craignons hélas que le bon sens et l'harmonie nationale ne soient pas au premier rang des préoccupations de nos élus et gouvernants.

Joseph Savès

20 avril 2015

La France et ses immigrés : *héritiers* et *invités*

Si nous devions aujourd'hui qualifier les Français du point de vue migratoire, nous dirions qu'il y a les *« héritiers »*, lesquels descendent, au moins en partie, des fondateurs de la nation, et les *« invités »*, lesquels sont étrangers à la civilisation européenne et à la création de la nation mais aspirent à s'y fondre... Qu'en sera-t-il des nouveaux *« migrants »* ?

La France n'a connu aucune immigration, même de proximité, pendant un millénaire, entre l'établissement des Normands à l'embouchure de la Seine en 911 et l'arrivée de mineurs dans les houillères du Nord à la fin du XIXe siècle.

Cette exceptionnelle stabilité démographique, qu'elle partage avec l'ensemble de l'Europe occidentale, a permis à ses différentes composantes (Français, Picards, Flamands, Bretons, Basques, Alsaciens, Corses, Languedociens...) de se stabiliser autour de leurs clochers, sous la protection de leur droit coutumier, et de se rassembler sous l'égide d'un État fort.

France, terre d'accueil

Apparue à la fin du XIXe siècle, l'immigration s'est intensifiée au cours du XXe siècle et, d'européenne, elle est devenue mondiale. Le nombre d'entrées est passé de 100 000 par an vers 1980 à 200 000 par an en ce début du XXIe siècle, d'où il importe de déduire 130 000 à 140 000 sorties annuelles (sans qu'on sache s'il s'agit d'immigrants revenant chez eux ou de jeunes nationaux s'exilant à leur tour). À cela s'ajoute la contribution des néo-Européens à la natalité.

Il s'ensuit que la France abrite la plus importante minorité d'origine africaine du *Vieux Continent*. En l'absence de statistiques ethniques, on l'estime à 2 ou 3 millions de personnes installées en métropole. À titre de comparaison, en 1963, un demi-siècle plus tôt, le territoire métropolitain comptait officiellement 50 000 immigrants d'Afrique noire [3].

Même chose en ce qui concerne les personnes originaires d'un pays musulman (Afrique du Nord, Turquie, Moyen-Orient, Sahel...). Elles seraient environ six millions contre quelques centaines de milliers il y a un demi-siècle (essentiellement des travailleurs algériens dans les nouvelles usines de la région parisienne). On évalue aussi à un ou deux millions les personnes originaires d'Indochine et d'Extrême-Orient, de confession bouddhiste ou chrétienne.

Au vu de ce bouleversement qui concerne la France comme l'ensemble de l'Europe occidentale et du Nouveau Monde anglo-saxon, on peut prédire sans trop de risque d'erreur qu'une ère historique se clôt et qu'une nouvelle se profile.

Héritiers et invités

Rappelons qu'aucune nation ni aucune civilisation n'existe de toute éternité. Toutes sont nées un jour de façon progressive (et toutes sont vouées à s'effacer et disparaître de la même façon). La France, par exemple, est sortie des ruines de l'empire carolingien, tout comme d'ailleurs l'Allemagne. Plusieurs grands États européens sont apparus à la même époque, au

[3] Jean-Paul Gourévitch, La France africaine, Le Pré aux Clercs, 2000.

tournant de l'An Mil : Angleterre, État tchèque, Hongrie, Pologne... L'Europe elle-même est née comme aire de civilisation aux alentours de l'An Mil.

Aujourd'hui, la grande majorité des Français peuvent légitimement se référer aux hommes et aux femmes qui ont bâti la nation, génération après génération, car la plupart de leurs ancêtres étaient déjà présents à sa naissance, il y a mille ans, dans l'hexagone ou sur ses marges.

Ainsi, du fait de l'absence de grands mouvements migratoires en France et plus largement en Europe occidentale au cours du dernier millénaire, nous sommes pour la plupart les héritiers directs de cette grande construction qu'est la civilisation européenne et de l'une de ses plus belles composantes, la France.

Si nous devions aujourd'hui qualifier les habitants de notre pays du point de vue migratoire, disons qu'il y a les *« héritiers »*, lesquels descendent, au moins en partie, des fondateurs de la nation, et les *« invités »*, lesquels sont étrangers à la civilisation européenne et à la création de la nation mais aspirent à s'y fondre.

Les immigrants d'origine européenne sont plus proches de la première catégorie que de la seconde car ils partagent les mêmes atavismes culturels que les Français et possèdent avec eux des ancêtres communs (*). L'Union européenne reflète cette communauté de destin : on admet comme une évidence que le Portugal et la France ont leur place dans cette Union européenne mais il ne vient à personne l'idée que le Sénégal puisse en faire partie [4].

Les termes d'*« héritiers »* et d'*« invités »* ont l'avantage de fixer les obligations de chacun :
- Les premiers se doivent de faire fructifier le bel héritage qu'ils ont reçu au berceau et de puiser dans cette œuvre civilisatrice les outils qui leur permettront d'aborder le futur avec sérénité.
- Les seconds se doivent de respecter les convenances qui s'imposent à la table du festin, autrement dit de s'assimiler, sauf à être jetés *« dehors, dans les ténèbres, là où il y a des pleurs et des grincements de dents »*, comme dans la parabole de l'Évangile.

Pendant la deuxième moitié du XXe siècle, *« héritiers »* et *« invités »* ont plutôt bien joué le jeu et la France généreuse a pu absorber avec un minimum de tensions une immigration importante et très diversifiée, venue de tous les continents.

« Apartheid » à la française

Le processus s'est très sérieusement grippé au tournant du XXIe siècle, d'une part sans doute en raison de la stagnation économique qui a rendu plus difficile le partage des ressources, d'autre part surtout en raison de clivages culturels rémanents. Il en résulte une séparation croissante des habitants selon leur origine, dans le logement, le mariage, l'éducation et les métiers.

---

[4] **Jean-Claude Casanova**

Comme le rappelle Jean-Claude Casanova, de l'Académie des Sciences Morales et politiques, le 16 mars 2015, devant la commission sénatoriale de Gérard Larcher (rapport *La Nation française, un héritage en partage*) : *« Aristote identifie pour cause de la discorde civile, la trop grande hétérogénéité des richesses et la trop grande hétérogénéité des peuples. [...] L'immigration par contiguïté de la fin du XIXe siècle n'a pas posé de problème : un Ligure est très proche d'un Niçois, un Catalan espagnol d'un Catalan français. En revanche, l'immigration des années 1970 a non seulement été un contre-sens économique – immigration non qualifiée quand la France avait besoin de main d'œuvre qualifiée – mais encore, étant donné la grande hétérogénéité de la population, a rendu plus difficile l'intégration »*.

Au lieu d'y faire face avec un supplément d'exigence, les prescripteurs d'opinion prônent aujourd'hui l'accommodement, ce qui a .pour effet de valider la séparation et désagréger le corps social.

Par couardise, la classe dirigeante prétend adapter la société française aux exigences des nouveaux-venus les plus hostiles (déconstruction de l'Histoire nationale et de la culture classique, arrangements avec les promoteurs d'un islam archaïque, tolérance de pratiques primitives comme l'excision, la polygamie ou les mariages d'adolescentes sous contrainte...).

Cette politique d'accommodement (en anglais, *appeasement*) a reçu le nom d'*« inclusion »* pour la distinguer des précédentes politiques d'*« assimilation »* et d'*« intégration »*. Elle va de pair avec l'utopie d'une société non plus seulement multiraciale mais *« multiculturelle »*. Utopie qui, notons-le, n'a jamais connu de précédent heureux (Liban, Kossovo, Irak, Inde...).

Elle fait le désespoir des immigrants actifs qui craignent que leurs efforts d'intégration soient réduits à néant. Ils se réjouissaient d'avoir assimilé tous les codes de la société française et se désolent de voir certains de leurs enfants se réislamiser de la pire des façons... Elle fait aussi, bien sûr, le désespoir des classes populaires, toutes origines confondues, qui supportent avec stoïcisme tout le poids de l'immigration et tentent d'échapper à la déculturation par la fuite vers les zones rurales.

Seules s'en sortent l'oligarchie et la fraction haute des classes moyennes, qui sont à l'origine de la politique d'inclusion. Elles tirent de l'immigration de la misère une main-d'œuvre bon marché, corvéable à merci, et qui, pour l'instant, renforce leur position dominante. Il est piquant par exemple d'observer au siège parisien du *Monde* que les cuisines sont servies presque uniquement par des Africains ou des Antillais et que la rédaction et la direction de ce journal *« progressiste »* n'en comptent pour ainsi dire aucun. Même observation au siège de *Libération* et dans la plupart des médias français.

Plus sérieusement se dessine aussi une ségrégation silencieuse dans l'enseignement. L'École Polytechnique ne compte ainsi aucun Français à la peau noire, sauf rarissime exception. Son recrutement se cantonne de plus en plus à la haute bourgeoisie blanche et de préférence parisienne. A l'opposé, les lycées professionnels de la région parisienne reçoivent une écrasante majorité d'enfants d'origine subsaharienne.

En fait de *« multiculturalisme »*, c'est un *apartheid à la française* que dessinent les classes dirigeantes, sans esclandre et en totale bonne conscience. Craignons que cet échec fasse écho à celui de la *« mission civilisatrice »* de la France républicaine et laïque dans ses colonies.

De même que Jules Ferry et ses émules ont échoué à *« civiliser »* les sociétés africaines, de même Daniel Cohn-Bendit et consorts échoueront dans leur rêve d'*« inclure »* ou *« intégrer »* les immigrants en nombre croissant. Ce d'autant plus sûrement que l'immigration européenne a changé de nature et d'amplitude en 2014-2015 avec des arrivées en masse qui ignorent les frontières, à un rythme annuel déjà supérieur au million d'individus.

Joseph Savès

14 novembre 2015
La France pleure et se redresse

Les actes de guerre qui ont endeuillé Paris ce vendredi 13 novembre 2015, à 22h, confirment l'hypothèse que nous avons exposée le 22 janvier, selon laquelle l'Europe occidentale connaîtrait un basculement majeur tous les millésimes en 14 ou 15...

Il ne s'est pas agi en effet d'un énième attentat terroriste mais d'une opération militaire concertée, avec plusieurs attaques simultanées menées par des hommes relativement nombreux, sous la direction d'un haut commandement stratégique qui s'est montré capable de contourner tous les systèmes de surveillance (on peut craindre que plusieurs *djihadistes* aient pénétré en Europe de façon discrète en se fondant dans la masse des réfugiés et immigrants clandestins d'Afrique et du Moyen-Orient, ces dernières semaines).

C'est le premier acte de ce qui pourrait être une *« troisième guerre européenne »* après 14-18 et 39-45 [5].

Elle impliquerait principalement le continent et sa périphérie, comme les précédentes guerres, mais différerait de celles-ci autant que celles-ci différaient des guerres napoléoniennes (plutôt guerre civile ou guerre de religion que guerre d'État à État).

Si nos craintes se vérifient, l'épreuve devrait se prolonger selon notre analyse des rythmes historiques pendant une trentaine d'années, avec des phases de rémission, jusque dans les années 2030.

La France et l'Europe en sortiront régénérées si nos dirigeants et nous-mêmes prenons la mesure du défi lancé à notre civilisation et à nos valeurs [6]. Le pire serait de nous enfermer dans le déni, de relativiser la

---

[5] **Guerres mondiales**

C'est à tort que nous qualifions de *« mondiales »* les guerres de 14-18 et 39-45. Toutes les deux se sont déroulées en quasi-totalité sur le sol européen et à sa périphérie moyen-orientale et nord-africaine, même si elles ont l'une et l'autre conduit les États-Unis à intervenir dans la phase finale.

Les Américains en ont bien conscience en ce qui concerne 14-18 car eux-mêmes qualifient cette guerre d'*European War* (*« guerre européenne »*). Quant à la guerre contre le *IIIe Reich* allemand, elle a été doublée d'une guerre entre le *Grand Japon* et les États-Unis pour le contrôle du Pacifique et de l'Asie (1941-1945) mais les deux conflits se sont déroulés presque indépendamment l'un de l'autre...

[6] **Michael Walzer**

Le philosophe américain Michael Walzer fait part dans *Le Monde* (22-23 novembre 2015) de sa surprise devant l'irruption du fait religieux :

« Le retour de la violence et de l'enthousiasme religieux est totalement inattendu. Dans le monde académique, nous croyions tous à une sécularisation inéluctable, à un triomphe de la science et de la raison. Nous avions tort. Le fanatisme religieux est actuellement le plus dangereux dans sa version islamiste, mais il faut reconnaître qu'il a aussi fait son apparition chez les hindouistes, les bouddhistes, les juifs et les chrétiens. Nous devons le combattre (...).

Mais nous ne sommes pas responsables des crimes de ces exaltés et c'est une stupidité idéologique de blâmer l'Occident pour les horreurs de la guerre religieuse (...).

Dans chacun des pays que nous avons envahis, il y avait des forces sociales qui auraient pu rejoindre les démocrates et les libéraux laïques, et qui auraient pu gagner s'il n'y avait eu ce retour (inattendu) de la religion. Nous devons défendre les valeurs selon lesquelles nous avons tenté de vivre. Pas toujours avec succès. ».

répétition des attentats et de nous y accoutumer car ce serait la voie ouverte à la *« libanisation »* [7] de la France et de l'Europe...

L'Europe à la peine

La première victime politique de la guerre contre les *djihadistes* risque d'être l'Union européenne ou plutôt ses institutions collégiales. Pires qu'impuissantes, elles montent les États les uns contre les autres et entravent leurs efforts. Ainsi, c'est sans aucun soutien européen que les Français ont dû s'engager au Sahel et au Moyen-Orient ; sur la question des migrants, la Commission et les Européens de l'Ouest ont fait sortir de leurs gonds Hongrois et Polonais ; quant aux Grecs, ils nourrissent une rancune haineuse à l'égard des Allemands qui les ont abandonnés à leur sort...

- Revenus de nos illusions posthistoriques, nous assistons au naufrage du traité de Schengen sur la libre circulation en Europe, chaque État reprenant dans l'urgence le contrôle de ses frontières et de son territoire[8].

- La monnaie unique née du traité de Maastricht, déjà très secouée par les précédentes crises monétaires, pourrait succomber devant le dérapage des dépenses publiques. Dans les prochains mois, en effet, les pays de la ligne de front (France, Belgique...) vont devoir recruter et investir dans l'armée, la police et le renseignement. Dans le même temps, pour ne rien arranger, la France encourt le risque d'une chute de ses recettes touristiques.

C'en sera fini de la *« règle d'or »* budgétaire imposée par Berlin, une absurdité que nous rappelions dans notre analyse de la Crise européenne (quand la survie de la Nation est en jeu, comme en 14-18, l'endettement public devient un moindre mal indispensable).

---

[7] **« Libanisation »**

Dégradation progressive des institutions étatiques et de la sécurité intérieure à l'image de ce qui s'est passé au Liban depuis 1975.

Autrefois qualifié de « Suisse du Moyen-Orient », ce petit pays, déstabilisé par plusieurs vagues de réfugiés (Palestine, Syrie...), a été victime d'une guerre civile puis de l'occupation étrangère (syrienne). Il est aujourd'hui morcelé entre différents clans religieux et militaires. Les chrétiens, majoritaires en 1975, représentent désormais moins d'un quart de la population.

Pire que tout, les attentats se succèdent désormais au Liban dans l'indifférence de l'opinion internationale (41 morts dans la communauté chiite, à Beyrouth, le 12 novembre 2015).

[8] **Ayaan Hirsi Ali**

L'essayiste néerlando-somalienne Ayaan Hirsi Ali dénonce dans *Le Monde* (22-23 novembre 2015) la politique migratoire de l'Union européenne :

Elle conjure les Européens de *« définir une nouvelle politique d'immigration qui n'admette que les migrants s'engageant à adopter les valeurs européennes et à rejeter cette idéologie islamiste qui les rend vulnérables aux chants des sirènes du califat (...). Il est trop facile aujourd'hui d'acquérir la citoyenneté européenne (...) et il est trop facile pour les étrangers, une fois qu'ils sont dans l'Union, de voyager librement d'un pays à l'autre »*.

Plus durement encore, elle ajoute : *« L'afflux de migrants montre clairement que cette situation est intenable. Cela signifie-t-il la naissance d'une "forteresse Europe" dotée d'un nouveau rideau de fer à l'Est et d'un cordon sanitaire naval en Méditerranée et dans l'Adriatique ? Oui. Car aucune autre stratégie n'est possible face à une menace telle que celle que représente l'extrémisme islamique en Europe. Et si les dirigeants européens persistent, comme la chancelière Angela Merkel, à faire de l'ouverture de leurs frontières une vertu, ils seront très vite chassés de leur poste par des populistes plus en phase avec les sentiments de l'opinion... »*.

- Le traité de Lisbonne, réécriture à l'identique du traité constitutionnel de 2005, devait donner une diplomatie et une politique étrangère à l'Union européenne !... Mais il a été disqualifié par les atermoiements des dirigeants européens face à l'autoritarisme des Allemands.

La chancelière Angela Merkel et son ministre de l'Économie Wolfgang Schäuble ont tordu le bras au Grec Alexis Tsipras sous prétexte de laxisme budgétaire alors que la Grèce, en première ligne face aux migrants venus des camps de Turquie, avait plus que jamais besoin d'une aide de l'Union.

Plus que tout, la chancelière a amplifié dans les grandes largeurs la crise migratoirepar sa promesse inconsidérée d'accueillir 800 000 réfugiés. Elle n'a pas pris la peine d'en référer au préalable à ses alliés socialistes ni surtout à ses homologues européens, comme si Berlin dirigeait encore l'Europe continentale [9].

Enfin, toujours sans en référer à quiconque, elle s'est rendue à Ankara remettre le sort de l'Europe entre les mains de l'autocrate national-islamiste Recep Erdogan.

Angela Merkel a perdu de ce fait la confiance des Allemands et des Européens et n'est pas qualifiée pour répondre au défi qui nous est lancé. Elle devra quitter le pouvoir au plus tard après les élections allemandes de mars 2016.

- Après ces quelques secousses qui nous paraissent probables et difficilement évitables, souhaitons que se raffermisse enfin l'union politique de l'Europe, sur la base du traité de Rome de 1957, avec une relance des projets intergouvernementaux, notamment en matière de défense...

Sursaut civique

S'ils veulent rassurer leurs concitoyens, les dirigeants européens, à commencer par les dirigeants français, devront renoncer à leurs errances passées et prendre des mesures courageuses et résolues sans avoir peur de nommer les choses.

Le drame de Paris signe dans la douleur la faillite des thèses *« multiculturalistes »*, *« immigrationnistes »* et *« sansfrontiéristes »* développées par quelques beaux esprits déconnectés de la réalité et en opposition avec l'immense majorité des citoyens [10].

---

[9] **Romano Prodi**

Président de la Commission européenne entre 1999 et 2004, Romano Prodi dénonce en des termes très durs la mainmise de l'Allemagne sur l'Europe dans *Le Monde* (13 août 2015) : *Ne laissons pas l'Allemagne dénaturer le projet européen*.

« L'ancienne solidarité européenne est désormais considérée comme "maladivement euroromantique" et l'Europe allemande est maintenant sur le point de prévaloir sur l'aspiration d'une Allemagne européenne. Il faut donc réagir avec fermeté, sinon l'Eurozone arrivera rapidement au point de rupture (...).

Dans le monde et aux yeux des citoyens européens, l'UE ne cesse de perdre de son prestige. Si l'on ne change pas de cap, nous sommes condamnés à l'insignifiance.

C'est pourquoi il est nécessaire que l'Allemagne indique clairement quelles orientations elle entend prendre. Pour leur part, les autres Etats membres, en commençant par la France et l'Italie, doivent également préciser quel projet ils défendent. L'Allemagne doit décider si elle veut affronter les défis de la mondialisation seule (en s'appuyant sur quelques pays satellites) ou si elle veut poursuivre la politique d'intégration européenne qui lui a permis de retrouver son unité nationale et de parvenir à une position économique toujours plus forte ».

[10] **Pierre Rosanvallon et l'universalisme limité**

Favorable à l'immigration de masse, le sociologue Pierre Rosanvallon se désole qu'elle n'ait pas produit l'utopie universaliste dont il rêvait.

Il fait part de son désenchantement sur *France Inter* (dimanche 13 septembre 2015, 13h30) :
« L'idée démocratique a historiquement été liée à la volonté de réaliser une sorte d'universalisme limité. Bien sûr, on ne peut pas faire la démocratie universelle mais au moins, l'idée de démocratie dans un État-Nation, c'était de faire une expérimentation d'un universel limité, avec des gens très différents, et du coup qui pouvaient être accueillants à l'extérieur. Mais plus il y a de difficultés à organiser la cohésion intérieure, plus il y a de refus de l'extérieur. Et ça, c'est le drame de l'Europe aussi, parce que

Sauf à prendre le risque de laisser aux extrémistes le langage de vérité, les dirigeants français devront définir une nouvelle politique migratoire et raffermir le principe de laïcité [11].

Ils devront surtout ressouder les citoyens de toutes origines autour d'une adhésion commune à la France, à ses paysages, son Histoire, sa culture, ses mœurs et ses habitants, suivant le mot magnifique d'Ernest Lavisse : *« Enfant, tu aimeras la France parce que la nature l'a faite belle et que son histoire l'a faite grande »*.

Tant à Paris qu'à Bruxelles ou encore Varsovie, les dirigeants devront aussi revoir leur diplomatie et leurs alliances.

Après les erreurs magistrales que furent l'indépendance du Kossovo, la rupture avec la Russie et la mise à l'écart de l'Iran, il faudra s'interroger aussi sur le soutien à l'Arabie séoudite, qui partage la même idéologie que l'État islamique et mène une guerre aussi brutale qu'insensée au Yémen, comme sur notre alliance équivoque avec la Turquie islamiste qui épargne les djihadistes et bombarde les Kurdes, seuls véritables adversaires de l'État islamique.

Il faudra aussi se demander si l'Europe peut encore abandonner sa défense aux États-Unis, lesquels portent une écrasante responsabilité dans le brasier moyen-oriental et n'ont plus aucune intention d'exposer la vie de leurs soldats pour un enjeu à 8 000 kilomètres de leur frontière.

Plus que jamais, notre destin nous appartient.

Joseph Savès

---

l'Europe a voulu, en plus grand que l'État-Nation, essayer de faire une sorte de réalisation de ce que les Nations Unies ne faisaient pas encore ; donc un marché unique, des frontières plus ouvertes, une Cour de Justice, des éléments de monnaie unique... et tout cela est en train de se défaire lentement. Et comment le refaire ?... ».

Cet intellectuel que l'on a connu mieux inspiré se méprend en premier lieu sur la démocratie. Ainsi que le rappelle l'historien Emmanuel Todd (*Après la démocratie*), celle-ci se bâtit toujours sur une différentiation (Grèce antique : citoyens contre métèques, États-Unis : Blancs contre Indiens et Noirs, IIIe République : citoyens contre indigènes...), jamais sur la confusion des identités.

Pierre Rosanvallon aggrave son cas en reportant sur ses concitoyens plus modestes la responsabilité de la faillite de son rêve d'*« universel limité »*. Cette posture indigne est partagée hélas par une partie notable de la faction dirigeante.

[11] **Séparation des Églises et de l'État**

Il importe en particulier que la loi sur la séparation des Églises et de l'État soit appliquée sans concession, à commencer par son article 1 qui édicte : *« L'État ne subventionne ni ne finance aucun culte »*. Cette règle, dans l'esprit des législateurs, s'applique bien évidemment à l'État français et plus encore aux autres États. Or, elle est aujourd'hui bafouée par les gouvernements marocain, algérien, turc, arabe... qui financent impunément des organisations religieuses établies sur le territoire national.

21 décembre 2015

Régionales : la nouvelle *« affaire corse »*

On ne les a pas vus venir. Profitant de ce que la classe politique n'avait d'yeux que pour le Front National aux élections régionales des 6 et 13 décembre 2015, les nationalistes corses ont pu gagner la présidence de leur région sans qu'il ait jamais été question de leur faire barrage avec un *« front républicain »*.

Pourtant, une partie de ces nationalistes, les militants de *Corsica Libera* réunis autour de l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni, n'ont jamais caché leur hostilité à la République française...

En juillet 2003, lassés par les violences et luttes intestines des nationalistes du FLNC, les Corses n'ont pas voulu leur offrir une tribune et ont rejeté le projet de collectivité unique suggéré par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy.

Aux municipales de mars 2014, l'autonomiste modéré Gilles Simeoni a gagné la mairie de Bastia, deuxième ville de l'île, avec l'appui des radicaux de gauche. Deux mois plus tard, le FLNC s'est résigné à *« déposer les armes »*, faute de soutien et de résultats.

Entretemps, en mai 2013, la situation a dérapé à l'Assemblée de Corse où le président de gauche Paul Giacobbi, de concert avec le député indépendantiste Jean-Guy Talamoni, a fait voter un projet de *« coofficialité »* de la langue corse, qui la mettrait à parité avec le français, en violation avec la Constitution de la République française (article 2 : *« La langue de la République est le français... »*).

Il a aussi fait voter un projet qui réservait aux résidents établis en Corse depuis plus de cinq ans le droit d'accéder à la propriété foncière. Bien entendu, ces projets qui établissent des barrières entre les citoyens français n'ont pas été votés par le Parlement français.

Tout s'est emballé avec la nouvelle loi de réorganisation territoriale bricolée à la hâte par le président François Hollande et approuvée par le Parlement français le 7 août 2015. Elle a remis en selle le projet rejeté par les Corses en 2003 en instituant à compter du 1er janvier 2018 une collectivité territoriale unique avec des pouvoirs élargis, une Assemblée de Corse et un Conseil exécutif aux allures de *« mini-gouvernement »*.

Vers une auto-dissolution de l'État ?

Arrivent les élections régionales du 6 décembre 2015. Comme les autres régions méditerranéennes de Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Languedoc-Roussillon, la Corse exprime massivement son rejet des partis traditionnels, disqualifiés à l'échelon local et régional par un clientélisme échevelé.

Mais au lieu de se porter sur le Front National, les protestataires lui préfèrent les nationalistes : les autonomistes de Gilles Simeoni recueillent 18% des suffrages exprimés et les indépendantistes de Jean-Guy Talamoni 8% (en y ajoutant les 10% du FN, on arrive à un total d'environ 40% d'électeurs *« hors-système »* ; ce total est similaire à celui du FN tout seul dans les autres régions méditerranéennes).

Au second tour, le 13 décembre, face à trois listes concurrentes (droite, divers gauche et FN), la liste de fusion Simeoni-Talamoni l'emporte avec 35% des suffrages exprimés. Elle obtient la majorité relative (24 sièges sur 51 à l'Assemblée de Corse) et la présidence du Conseil exécutif de la Corse, confiée à Gilles Simeoni.

Jean-Guy Talamoni plastronne le 17 décembre en prononçant son discours d'intronisation en langue corse, une manière d'exclure les élus et les citoyens qui ne comprennent pas cette langue et ne partagent pas ses convictions, une manière surtout de violer la Constitution et défier l'autorité de l'État.

Mais les plus hauts représentants de celui-ci, le président de la République et le Premier ministre, se tiennent muets au grand désarroi des médias tant de droite que de gauche (*Le Figaro* et *Le Monde*).

L'île de Beauté va-t-elle aller vers l'indépendance ? Très certainement pas car elle est au-dessus de ses moyens avec un secteur productif anémique et une population nettement plus âgée que la moyenne nationale. Sans compter que les Corses *« de souche »* se font rares à côté des Français du continent et des étrangers ou descendants d'étrangers, notamment maghrébins.

On peut espérer que les nationalistes corses s'en tiendront à des effets de tribune. Plus graves sont les répercussions à l'échelon national car elles démontrent l'impuissance ou - pire - l'indifférence des gouvernants français face à un élément de dissolution du tissu national et de l'État de droit. Craignons que n'en profitent les communautarismes en tous genres, dont certains sont autrement plus à craindre que les compatriotes de *Matteo Falcone* et *Colomba*, par-dessus tout amoureux de leur culture et de leur terre.

Joseph Savès

Herodote.net

141, rue Raymond Losserand

75014 PARIS

tél : (0)1 53 79 20 51

http://www.herodote.net/

© Herodote.net 2015 Tous droits réservés